



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

**Réf : ARR2025268**

**Objet : INTERDICTION DE CIRCULER A TOUS VEHICULES -  
INTERDICTION ACCES ET CIRCULATION DES PIETONS  
QUAI DU COMMERCE**

**LE MAIRE,**

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,  
Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art. 62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014.

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment l'articles L131-1,

Vu le code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R610-5,

Vu le code de la route.

Vu la convention de superposition d'affectation au bénéfice de la commune d'Aigues-Mortes en date du 06 septembre 2017

Considérant le risque d'effondrement de la partie basse du quai du commerce.

Considérant la fragilisation du quai du commerce liée au passage des véhicules

Considérant la nécessité de réglementer la circulation des véhicules et des piétons

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique dans la commune

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** La circulation de tous les véhicules est interdite sur le quai du commerce dans la portion comprise entre la partie droite du bassin sise face à l'entrée du parking P1 et la passerelle SNCF.

**ARTICLE 2 :** L'accès et la circulation des piétons est interdite sur la partie basse du quai du commerce dans la portion mentionnée à l'article 01.

**ARTICLE 3 :** L'interdiction de circuler des véhicules ainsi que l'interdiction de circuler et d'accès des piétons est matérialisée par tous moyens adaptés.

**ARTICLE 4 :** Les dispositions définies aux articles 1 et 2 prennent effet dès la mise en place des interdictions.

**ARTICLE 5 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des codes précités. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services, monsieur le Directeur Général des Services Techniques, monsieur l' élu en charge de la Sécurité, madame la commandante de la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi, madame la Commandante de la Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes, monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 03 avril 2025

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN

